

bre de l'organisation parce que vous pouvez expliquer notre situation à Washington. De même, j'ai entendu dire par nos amis des États-Unis: Nous aimerions vous voir membre de l'organisation parce que vous pouvez expliquer notre situation aux pays d'Amérique latine. Mon seul commentaire est celui-ci: les députés savent qui encaisse les coups lorsqu'un tiers essaie de séparer deux adversaires.

J'aimerais voir se développer et se renforcer bilatéralement nos relations avec les pays de l'Amérique latine, en particulier avec le Mexique. Comme je l'ai déjà dit à la Chambre, le Mexique et le Canada ont beaucoup de points communs. L'un et l'autre ont une frontière commune avec leur grand voisin. Le Mexique devient l'un de nos meilleurs acheteurs. Les touristes canadiens au Mexique sont très nombreux. Nous aurions une foule de moyens d'améliorer nos rapports avec les pays d'Amérique latine. Le gouvernement en étudie déjà certains et j'espère que ses efforts porteront des fruits sous peu.

• (3.40 p.m.)

J'ai un autre point à soulever au sujet de l'immigration. Il est étroitement lié à nos relations avec l'Amérique latine. Tout le monde le sait, le Canada a un grand besoin de main-d'œuvre tant spécialisée que non spécialisée. Nul ne le sait mieux que l'ancien ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, aujourd'hui ministre du Travail. La question ne manque certes pas de préoccuper aussi le nouveau ministre qui sera chargé de la main-d'œuvre.

Le Canada ne pourrait-il pas trouver des immigrants fort acceptables dans certains pays d'Amérique latine dont l'économie et la population croissante posent de graves problèmes? Il existe, dans maints pays d'Amérique latine, quantité de braves gens qui, selon moi, s'adaptent facilement au Canada. Ce ne serait peut-être pas le cas pour les pays essentiellement tropicaux, mais je songe à d'autres comme l'Argentine, le Chili, le Mexique, dont le climat est tempéré. Je sais que, dans ma région, des immigrants mexicains se tirent fort bien d'affaire. C'est une proposition que je fais au gouvernement. Nos rapports avec l'Amérique latine, notamment avec les pays que j'ai nommés, pourraient en profiter. Nous ne sommes pas allés chercher d'immigrants dans cette partie du monde, je pense, et c'est dommage.

[M. Nesbitt.]

J'aimerais maintenant parler brièvement de certains problèmes qu'éprouvent les Nations Unies. Nous savons tous, et sûrement le ministre le sait, que l'Organisation des Nations Unies a beaucoup changé depuis sa fondation en 1945. Non seulement cette organisation a-t-elle changé, mais le monde lui-même a beaucoup changé depuis ce temps-là.

Je me rappelle un de mes derniers entretiens avec feu le secrétaire général, M. Hammarskjöld, peu de temps avant sa mort prématurée dans un malencontreux accident d'avion. Il était alors en butte aux violentes attaques des représentants de l'Union soviétique. Mais je me souviens qu'il me dit: «Vous savez, monsieur Nesbitt, la Société des Nations a été un véritable succès.» Voyant mon étonnement, il reprit: «Oh, oui; elle a échoué pour les raisons que nous savons mais, après tout, c'était la première fois dans toute son histoire que l'homme cherchait à résoudre les problèmes mondiaux par une organisation mondiale. Vous, de l'Amérique du Nord, êtes portés à voir les choses dans une optique à court terme d'un an, de cinq ans, mais nous, les Européens, et les Européens de l'Est, les voyons dans une optique à long terme, en termes de 100 ou de 1,000 ans.» Somme toute, a-t-il dit, l'Organisation des Nations Unies a fait beaucoup mieux que la Société des Nations, elle a eu beaucoup plus de succès que cette dernière, mais d'après moi, elle est vouée à l'échec elle aussi si elle ne réussit pas à s'adapter aux circonstances actuelles. Toutefois, si elle échoue, une troisième organisation la remplacera, suivie peut-être d'une quatrième et d'une cinquième et ainsi de suite. A mon avis, les observations de feu le secrétaire général sont très intéressantes; elles nous éclairent sur ce que seront probablement les Nations Unies de demain, selon lui.

Comme chacun sait—mais ce n'est peut-être pas exact—disons comme chacun sait ici à la Chambre, l'Organisation des Nations Unies n'est pas un gouvernement mondial, et ce n'est pas ce qu'on avait voulu créer lors de sa fondation en 1945. C'est plutôt, comme l'a définie le premier ministre, un tribunal où se négocie la solution des problèmes inter-